

# NOS RETRAITES :

## LA CGT AGIT

**POUR LA DÉFENSE DU SYSTÈME  
DE RETRAITES ACTUEL ET D'UN  
SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ...**

CGT-CDC Le 09 octobre 2018



### ... LE 9 OCTOBRE, IMPOSONS UNE AUTRE LOGIQUE !

La journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle à l'appel de la CGT, FO, Solidaires est une nouvelle étape dans le processus de luttes pour la défense d'un modèle social basé sur la solidarité et la conquête de nouveaux droits. Ce 9 octobre, salarié-e-s du privé, agents du public, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi, lycéen-ne-s et étudiant-e-s s'organisent, se mobilisent et se mettent en grève pour dire NON à la « réforme des retraites » du gouvernement qui vise ni plus ni moins à faire disparaître nos 42 régimes de retraite au profit d'un pseudo système universel individualiste de retraites par points et porter d'une même voix leurs revendications et obtenir des avancées sociales, des conditions de travail dignes et une meilleure qualité de vie.

Dans la Fonction publique, les agents manifestent **pour une véritable reconnaissance des missions publiques essentielles, une meilleure prise en compte des qualifications, l'amélioration de leurs conditions de travail, des augmentations salariales, le dégel du point d'indice, des effectifs et des moyens pour un service public de qualité, pour l'abrogation du jour de carence.**

Les seules réponses du gouvernement ont été le maintien de toutes leurs décisions porteuses de lourdes régressions et la poursuite, à la hussarde, de « CAP 2022 », de la loi PACTE entreprises de démantèlement des services publics dont la CDC ; et il va encore plus loin en préconisant un plan de départ volontaire pour accompagner les abandons de missions et un recours accru au non titulariat, ainsi que l'extension de la rémunération au mérite.

### A LA CDC AUSSI NOUS SUBISSONS LES CONSÉQUENCES DIRECTES DE CETTE POLITIQUE DE DESTRUCTION !

Depuis le début d'année, chaque mesure fait craindre un futur démantèlement de celle-ci. Ces mesures sont une conséquence directe de la lettre de mission fixée par le Ministre de l'Economie au DG :

- **La création de la Banque des territoires et ses conséquences sur le personnel et ses missions.**
- **Le projet de loi PACTE en débat parlementaire actuellement et qui contient des dispositions très alarmantes pour l'avenir de la CDC :**
  - Banalisation de sa gouvernance et de sa supervision ;
  - Suppression du caissier général ;
  - Renforcement de la présence de l'exécutif au détriment de l'autonomie garantie par le Parlement ;
  - Modification de l'organisation de l'Etablissement public,
  - Suppression de la compétence d'administration du directeur général menaçant l'emploi statutaire des fonctionnaires ;
  - Rapprochement entre la Poste, la CDC et la CNP.

Ce projet sous couvert de création de pôle financier public, n'est en fait qu'une opération de mécano financier dont les effets seront nuisibles tant à l'intérêt public qu'à l'emploi.

- Le futur accord cadre qui acte une centaine d'emplois en moins ; alors que globalement nous sommes en manque d'effectifs et que plusieurs services sont en risque.
- La perte de la gestion des fonds (FCAT, FCATA, SASPA, FONPEL) et la mise en place des Conventions d'Objectifs et de Gestion (COG) des fonds gérés par la DRS ont pour conséquence la réduction des moyens et des effectifs (près de 200 ETP en moins dans les 3 ans).

**POUR LA DÉFENSE DE NOTRE SYSTÈME DE RETRAITE  
ET LE MAINTIEN D'UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ**

**Pour une CDC + juste + utile, Mobilisons-nous, TOUS EN GRÈVE LE 9 OCTOBRE !**